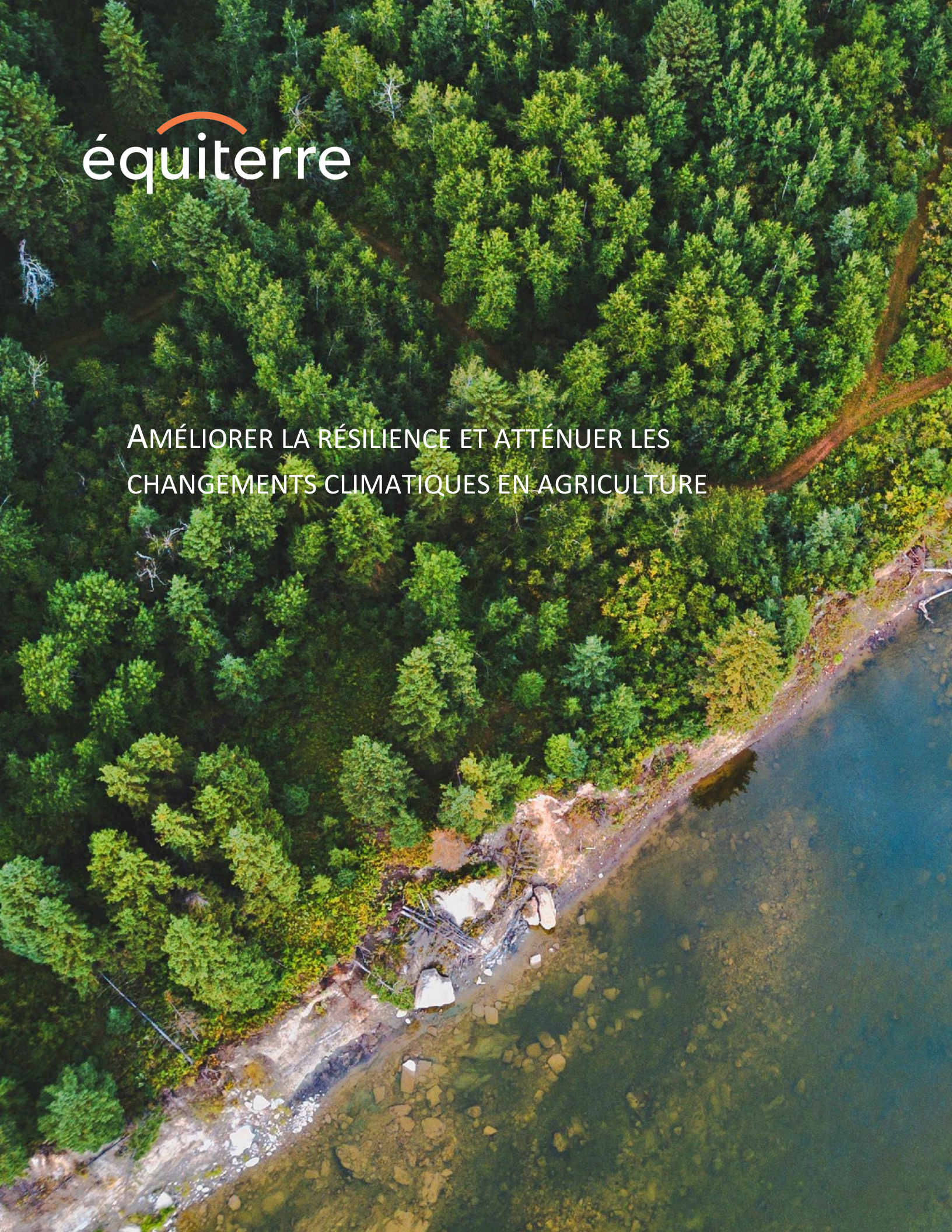

équiterre

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE ET ATTÉNUER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AGRICULTURE

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE ET ATTÉNUER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AGRICULTURE

Contexte et objectifs du projet

L'action climatique au Canada: des cibles plus ambitieuses du gouvernement

En 2015, Justin Trudeau a annoncé le **plan climatique le plus ambitieux de l'histoire du Canada**. Bien que son implantation à mener à des réductions d'émissions importantes, le plan n'est pas encore suffisant pour atteindre les cibles de l'accord de Paris, ni les recommandations plus ambitieuses du GIEC pour stabiliser le climat.

En tant que chef du nouveau gouvernement minoritaire élu en 2019, le premier ministre Justin Trudeau s'est attaqué à cette insuffisance dans les priorités du Parti libéral en s'engageant à imposer une stratégie plus ambitieuse qui réduira davantage les émissions dans toutes les industries canadiennes. Il a promis la neutralité carbonique d'ici 2050 et s'est fixé une cible provisoire ambitieuse pour 2030. Nous félicitons le premier ministre pour avoir reconnu que la stratégie du Canada concernant le climat doit inclure plus de séquestration de carbone dans les écosystèmes (y compris les forêts, les tourbières, les zones humides et les **terres agricoles**) comme **moyen d'atténuation des changements climatiques**.

La contribution croissante de l'empreinte carbone provenant de l'agriculture au Canada

Actuellement, les GES provenant de l'agriculture au Canada représentent 10 % des émissions globales produites par le pays, mais cette proportion augmentera d'ici 2030. Les GES provenant de l'élevage d'animaux (plus spécifiquement le CH4 et le N2O) continuent d'être la plus grande source de pollution atmosphérique provenant de l'agriculture canadienne, mais on prévoit une diminution de ces émissions pour atteindre les niveaux établis dans l'accord de Paris. L'augmentation prévue de GES est en grande partie attribuable aux émissions provenant des cultures agricoles, ce qui comprend non seulement le CO2 mais un autre GES plus nocif, le N2O. Il faut noter que cette augmentation d'émissions provenant de cultures agricoles ne tient pas compte de l'empreinte additionnelle de GES qui est intrinsèque aux cultures agricoles, y compris la fabrication d'engrais synthétiques au Canada.[1] En même temps, les producteurs sont les premiers à sentir les impacts toujours croissants des changements climatiques et il y a un besoin criant de développer des stratégies d'adaptation pour maintenir les récoltes et la viabilité des fermes.

Le secteur agricole doit donc réduire ses émissions tout en s'adaptant aux impacts des changements climatiques dans un environnement de plus en plus imprévisible, afin d'assurer les moyens d'existence viables sur les fermes et la sécurité alimentaire pour le Canada et le reste du monde à court et à long terme. Les pertes de récoltes attribuables aux risques croissants associés aux changements climatiques ont non seulement un impact négatif sur le PIB canadien, la rentabilité de notre secteur agricole, la

viabilité des communautés rurales et la santé mentale des fermiers, le phénomène a aussi de lourdes conséquences sur les programmes d'assurances gouvernementaux.

Le secteur agricole doit donc réduire ses émissions tout en s'adaptant aux impacts des changements climatiques dans un environnement de plus en plus imprévisible, afin d'assurer les moyens d'existence viables sur les fermes et la sécurité alimentaire pour le Canada et le reste du monde à court et à long terme.

Des sols en santé: un scénario gagnant-gagnant pour l'atténuation des GES et l'adaptation aux changements climatiques dans le milieu agricole

Les stratégies valorisant les sols en santé sont l'un des moyens les plus importants de réduction de l'empreinte des GES issus des cultures agricoles (et certains types d'élevages d'animaux). Ces stratégies augmentent la séquestration du carbone souterrain, ce qui sert non seulement à contrôler les niveaux de plus en plus dangereux de carbone atmosphérique, un moyen essentiel pour atteindre les **objectifs d'atténuation des changements climatiques au Canada**, mais à renforcer la résilience des fermes (en misant sur la gestion des eaux et des nutriments, etc.), une stratégie essentielle pour aider le secteur à faire face aux **besoins urgents d'adaptation aux changements climatiques**. En outre, les stratégies de sols en santé réduisent généralement les émissions de GES globales (ex. réduction de l'utilisation de diesel sur les fermes, réduction de l'utilisation des engrais et pesticides, réduction du lessivage de nitrates des sols due à la réduction de la perturbation des sols, etc.), ce qui conduit à **des gains encore plus importants** pour le Canada dans l'atteinte des engagements internationaux de stabilisation du climat. Pourtant, alors que certains sols canadiens ont fait preuve de gains importants, plusieurs se dégradent encore rapidement. C'est pourquoi il y a toujours un potentiel énorme à améliorer la santé des sols, non seulement en séquestrant plus de carbone, mais en réduisant nos émissions globales provenant des cultures agricoles et des élevages d'animaux aussi.

Toutefois, améliorer la santé des sols ne sert pas seulement à stabiliser le climat. Il est aussi essentiel pour assurer la viabilité de la production alimentaire à court et à long-terme, créer des économies pour les producteurs, **améliorer la rentabilité** de leurs opérations et **assurer des retombées positives pour la santé humaine, la biodiversité et la qualité de l'eau**.

Solution: le virage vers des politiques qui valorisent un secteur agricole plus résilient et faible en émissions de GES

Pendant les trois prochaines années, notre projet servira à fournir les preuves nécessaires pour **préconiser des politiques, des stratégies, des programmes, du financement, de l'éducation et des outils qui appuient une transition globale vers un secteur agricole plus résilient et faible en GES**, en mettant l'accent sur des meilleurs **stratégies d'amélioration des sols** qui augmentent la séquestration du carbone, réduisent l'empreinte globale de GES et minimisent d'autres risques et compromis écosystémiques.

À cette fin, ce projet rassemblera plusieurs experts y compris des fermiers, des agronomes, des scientifiques (publics et indépendants) et d'autres parties prenantes afin de: (1) identifier des méthodes

de gestion agricole qui servent à améliorer la santé des sols et à réduire l'empreinte des GES provenant du secteur agricole au Canada, (2) communiquer ces méthodes aux fermiers intéressés et aux autres parties prenantes, (3) préconiser les conditions requises pour appuyer l'adoption généralisée de ces méthodes de gestion agricole et (4) sensibiliser le public canadien au fait que l'agriculture peut faire partie des solutions climatiques au Canada. **Les connaissances, les preuves et les réflexions qui découlent de ce rassemblement, ainsi que cette recherche et ces échanges avec les fermiers et le public** serviront à **appuyer le gouvernement fédéral** dans l'élaboration de son **nouveau plan climatique, le prochain Partenariat canadien pour l'agriculture** et **les programmes de gestion des risques** qui sont actuellement à l'étude et qui constituent une priorité pour le nouveau gouvernement Trudeau qui vise à protéger les fermiers face aux risques climatiques croissants et assurer leur une résilience. Ce projet servira aussi à appuyer des **initiatives similaires dans certaines provinces** canadiennes, y compris dans l'élaboration des plans climatiques provinciales, des stratégies de santé des sols et dans les consultations progressives de l'ensemble des stratégies de gestion de risques.

Gestion de projet, gouvernance et financement

Ce projet est géré par Équiterre, l'un des organismes environnementaux les plus importants au Canada avec des bureaux à Montréal, Ottawa et Québec. Depuis 25 ans, Équiterre travaille sur deux thèmes importants, soit les changements climatiques et l'agriculture. L'organisme maintien des relations avec les gouvernements (municipaux, provinciaux et fédéral) ainsi qu'avec plusieurs intervenants dans le milieu agricole, y compris des acteurs importants comme l'Union des Producteurs et l'Ordre des Agronomes du Québec.

Étant donné la nature pancanadienne de ce projet et le mandat technique qui l'accompagne, Équiterre a recruté des scientifiques en science du sol, des agronomes, des groupes de fermiers, des acteurs innovateurs dans le secteur alimentaire et plusieurs experts professionnels dans le milieu agricole pour se joindre à son comité consultatif. Le comité se réunira régulièrement afin de guider Équiterre sur la stratégie du projet, pour fournir leur expertise technique et des informations pertinentes et pour revoir les résultats découlant du projet.

Jusqu'ici le projet a été financé en partie par des fondations philanthropiques et des dons individuels et cherche encore du financement supplémentaire pour survenir à ses besoins.